54e ANNEE. — N° 119 (QUOTIDIEN PENDANT LA GUERRE) MERCREDI 9 SEPTEMBRE 1914

5c. # Journal du Lot 5c.

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

Abonnements

	3 mois	6 mois	1 an
CAHORS ville	»	»	8 fr.
LOT et Départements limitrophes	3 fr.	5 fr.	9 fr.
Autres départements	3 fr. 50	6 fr.	11 fr.

Les abonnements se paient d'avance
Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction & Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUESLANT, Directeur | L. BONNET, Rédacteur en chef

L'Agence HAVAS, 8, Place de la Bourse, est seule chargée, à Paris, de recevoir les Annonces pour le Journal.

Publicité

ANNONCES (la ligne)..... 25 cent.
RÉCLAMES..... 50 —

Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le *Journal du Lot* pour tout le département.

Les troupes alliées repoussent les Allemands sur tout le front

Les Russes continuent à écraser les Autrichiens

VOIR LES DÉPÊCHES AU VERSO

LA GUERRE

LA SITUATION

La presse proteste contre les communiqués insuffisants et inexacts. — Le plan des troupes allemandes. — Heureuse résistance sous Paris. — La marche des Russes.

Voilà pas mal de jours que nous protestons contre l'absence ou l'insuffisance de nouvelles.

Nous trouvons des protestations semblables dans la Petite Gironde *de lundi.*

La Dépêche *d'aujourd'hui fait entendre un autre son de cloche.*

Non seulement elle s'élève contre l'insuffisance des communiqués, mais elle proteste vivement contre les renseignements « éminemment contradictoires » des télégrammes officiels.

« Rien ne saurait nous empêcher de dire, écrit notre confrère, que le service des renseignements est tout à fait défectueux. Il s'agit, il est vrai, dans l'esprit du gouvernement, de ménager les nerfs de la nation. Mais a-t-on atteint le but qu'on se proposait ? Nous ne le croyons pas. Les communiqués officiels sont très lapidaires, mais éminemment contradictoires. Avant-hier, par exemple, le communiqué daté de Paris disait que les adversaires se rapprochaient sous les murs du camp retranché, mais n'avaient pas encore pris contact. A la même heure, le communiqué daté de Bordeaux nous informait que les Allemands paraissaient renoncer à s'approcher davantage de Paris. Comment veut-on que le public comprenne ? Et à le ménager ainsi ne s'expose-t-on pas à bref délai à créer le mécontentement, la défiance, et, par voie de conséquence, la panique ? »

Nous avons fait allusion, il y a trois jours, à une protestation semblable du Temps. *Il est intéressant de donner la note en entier. Elle est du* 2 septembre :

Hier, sur le coup de cinq heures de l'après-midi, les ténèbres entretenues autour de la population parisienne se sont dissipées. Le ministre de la guerre a communiqué un exposé complet et détaillé de notre situation militaire. Il était temps. Déjà les nouvelles les plus folles, les plus alarmantes circulaient. La pénurie d'informations officielles accréditait dans les groupes l'esprit imaginatif des gens qui tiennent à renseigner quand les autres ne savent rien.

C'est à notre avis une mauvaise tactique qui consiste à cacher la vérité de crainte d'affoler le peuple. Nos courageux concitoyens ne méritent pas cette suspicion outrageante. Le gouvernement anglais montre plus de confiance que le nôtre dans l'esprit public de son pays. Il n'a pas à s'en repentir, pas plus que M. Millerand n'aura l'occasion de regretter d'avoir parlé franchement et clairement aux citoyens français. Nous ne sommes pas des enfants ! Que l'autorité militaire nous cache les dispositions stratégiques du commandement et tout ce qui peut nuire au succès de nos armes, très bien. Nous avons été unanimes à accepter cette discipline nécessaire. Mais le secret sur certains détails, sur certaines opérations même, n'implique pas la dissimulation de la vérité générale.

Aujourd'hui, grâce à M. Millerand, nous sommes éclairés sur la situation d'ensemble de nos armées.

Que pense, aujourd'hui, le Temps *de la façon dont M. Millerand « éclaire le pays » ?*

Nous estimons, nous, que le Gouvernement emploie le moyen le plus sûr pour provoquer un violent mouvement d'opinion.

Il n'est que temps de changer de méthode.

Le pays veut la vérité, *toute celle qui peut lui être dite sans nuire aux mouvements de nos armées.*

S'entêter à le tenir dans l'ignorance ou lui donner des nouvelles inexactes c'est peut-être assumer une responsabilité grosse de dangers !... c'est à coup sûr un système déplorable.

⁂

Des deux communiqués transmis au Pays, hier soir et cette nuit, il ressort que les forces Allemandes sont massées au nord et à l'est de Paris. Leurs troupes d'avant-garde s'étendent, au sud, sur une ligne convexe qui, de la capitale va jusqu'à Verdun, en passant par Sézanne et Vitry-le-François, soit sur un front de 200 kilomètres.

Le plan de l'ennemi apparaît plus net.

Il veut très certainement arriver jusqu'au Luxembourg, et, par là, avoir une nouvelle base de ravitaillement, chose capitale pour lui avant l'attaque du camp retranché de Paris.

Quelles sont les forces que nous pouvons opposer à l'ennemi pour empêcher ce mouvement ? Nous l'ignorons. Mais il est certain que notre Etat-major a, depuis longtemps, compris la manœuvre et que toutes les dispositions ont dû être prises pour s'opposer à la réalisation du projet des Prussiens.

En attendant, la résistance des Français, autour de Paris, à Meaux et Coulommiers, est excellente. Là, comme dans tous les engagements précédents, les pertes ennemies sont, paraît-il, considérables.

⁂

On a aujourd'hui des renseignements très précis sur l'échec subi par les Russes en Prusse, à Tanneberg.

Ce revers n'affecte que deux corps d'armée russes. Nos alliés n'ont pas tardé à reprendre l'offensive et à poursuivre leur marche en avant.

On ne saurait le répéter trop souvent, nos armées doivent durer et combattre. Le pays sait que le succès est à ce prix. Et c'est pourquoi l'opinion n'aura aucune défaillance, mais encore faut-il que le gouvernement lui accorde sa confiance par des communiqués fréquents et véridiques.

A. C.

Le Kaiser est à Metz

Le kaiser et le grand état-major allemand, après avoir quitté Coblenz, sont venus se fixer à Metz.

Les atrocités des Prussiens

Depuis quelques jours, les hommes mobilisés de la région du Nord et les réfugiés belges traversent en masse la région du Cotentin. Des Français faits prisonniers et qui réussirent à s'évader rapportent qu'à Quiévrain près de Mons, la population avait dressé une barricade avant l'arrivée des Allemands. Lorsque ceux-ci se présentèrent, ils furent salués du cri de : « Vive la France ! ». Pour se venger, l'ennemi s'empara de treize personnes, femmes, enfants et vieillards. Ils les ont contraints à creuser chacun leur fosse dans une cour. Un instant après, ils les fusillaient. Le même jour, un cycliste fut abattu d'un coup de revolver par un officier qu'il avait négligé de saluer. Un cavalier acheva la victime d'un coup de lance au front.

Les témoins citent encore des faits révoltants où la dignité des épouses et l'honneur des jeunes filles furent odieusement outragés. Un infirmier belge, évadé de Louvain et venu pour s'engager dans l'armée française, raconte que la ville ne fut pas détruite par un lointain bombardement, mais que la destruction en fut patiente et systématique. Chaque escouade, semble-t-il, avait reçu pour cela une mission particulière. Néanmoins, les Belges et les Français gardent l'impression que les officiers et les soldats allemands sont fatigués et sans vivres. Lorsqu'ils étaient à Valenciennes, ils se croyaient déjà aux portes de Paris et ne marchaient que dans l'espoir d'entrer dans la capitale. Pourtant la confiance leur fait complètement défaut, et les officiers reconnaissent que l'Allemagne échouera finalement devant l'Europe mobilisée contre elle.

Ils achèvent leurs propres blessés

Un petit blessé, à qui on demandait s'il est vrai que les Allemands achèvent les blessés, a répondu :

— Comment, monsieur, ne les achèveraient-ils pas ? Ils achèvent les leurs ! Oui, monsieur, le jour où une balle m'a atteint, j'ai vu ce spectacle qui m'a frappé d'horreur. Pour ne pas laisser leurs blessés sur le terrain, ils les jetaient à l'eau. Jamais je ne pourrai oublier cela. Ah les lâches ! les bandits !

Pilleurs de Cadavres

Les habitants de Saint-Germain-en-Laye étaient stupéfaits de voir arriver entre quatre hommes et un caporal trois fantassins allemands qui venaient de se faire capturer en forêt, à deux kilomètres de la ville, et un soldat, blessé d'une balle au bras droit, sans armes ; celui-ci était exténué ; il paraissait très heureux de se voir prisonnier. C'était un cavalier de la garde impériale.

Démonté au-dessus de Senlis, il avait cherché à s'éloigner le plus possible du front. Il fut rejoint par trois civils, sujets allemands, semble-t-il, qui parlaient très bien le français ; ils connaissaient la région, lui servaient de guides, se cachaient le jour, marchaient la nuit.

L'explication de leur conduite ne fut pas longue à trouver lorsqu'ils tombèrent au point du jour sur une patrouille dans les bois au-dessus de Pomponne Chelles. C'étaient trois de ces misérables individus qui suivent les armées allemandes pour détrousser les blessés et les morts. Les nombreux objets qu'ils avaient dans leurs poches ne pouvaient laisser aucun doute à cet égard.

Aussi ont-ils été déférés au conseil de guerre, tandis que le soldat, allemand fugitif, était traité en prisonnier.

Supercherie déjouée

Les Allemands ont commandé des uniformes de la garde civile belge pour en revêtir leurs hommes et essayer ainsi de donner le change.

Une tentative faite à Anvers a complètement échoué. Quelques soldats allemands revêtus d'uniformes belges s'étant introduits dans un fort ont été tués.

L'Autriche n'a plus le sou

« La Nouvelle Gazette de Zurich » apprend que l'Autriche s'est adressée à l'Allemagne et aux banquiers de mines pour un emprunt. Cette demande a été repoussée.

Pour la défense de Vienne

Depuis la chute de Lemberg, 20.000 hommes travaillent avec une hâte fébrile aux fortifications de Vienne.

Plusieurs milliers sont occupés à fortifier les rives du Danube.

L'Appel aux dernières réserves autrichiennes

L'Autriche rappelle, pour le 17 septembre, le reste des recrues dont elle peut encore disposer, c'est-à-dire les hommes entre 37 et 42 ans. On continue dans le Trentin à exécuter des travaux de retranchement autour des forts ; on y emploie même des femmes.

Une colonne de 200 notables de Dalmatie, arrêtés comme suspects, est passée ces jours-ci à Fiume. On va les interner dans des forteresses hongroises.

La vie en Russie

Après un mois de guerre, la vie publique à Pétrograd n'a subi aucun changement. Les institutions de l'Etat et les institutions privées fonctionnent comme par le passé, leur personnel étant peu éprouvé par la mobilisation. Etant donnée l'abondance des réservistes, le gouvernement excepta, en effet, presque tous les fonctionnaires des différents services publics.

Hier, dans toutes les écoles, les cours ont recommencé dans des conditions normales. Le commerce intérieur marche avec la même intensité et la vie domestique est aussi facile, grâce à la baisse sensible des prix des diverses denrées alimentaires qui, ne pouvant être exportées, restent en énormes quantités pour les besoins du pays. Les opérations des Caisses d'épargne qui constituent la meilleure indication sur l'état d'esprit du public, n'ont subi aucune réduction et, à l'heure actuelle, tous les dépôts qui avaient été réclamés sont rentrés.

La cavalerie russe aborde les cols des Karpathes

Sur toute la ligne de la bataille livrée aux Autrichiens, les troupes russes ont poursuivi, le 4 septembre, une offensive énergique. C'est le centre ennemi qui a le plus souffert des attaques russes. Dans la région à l'Ouest de Kranostavo, le 45e d'infanterie, étroitement enveloppé, s'est rendu tout entier avec son commandant : 4 officiers et 1.600 soldats. Une division allemande, qui marchait au secours des Autrichiens, a été attaquée sur la rive gauche de la Vistule. Les troupes russes ont occupé la région de Stryj.

La cavalerie russe aborde déjà les cols des Karpathes.

6.000 Maronites dans les rangs français

M. Hoyek, le patriarche maronite, a déclaré à l'agence française de Beyrouth que 6.000 Maronites sont prêts à partir au premier appel pour la France et à rejoindre l'armée française.

Un Brillant Episode d'Avant-Garde

Un lieutenant de cuirassiers, parti en découverte avec son peloton de 35 cavaliers, traversait un terrain accidenté et boisé dans lequel des uhlans et dragons silésiens étaient signalés de tous côtés. Quand, après avoir rempli sa mission, il voulut rentrer, la route de retour était barrée par des dragons, pied à terre, au nombre de 50.

Il fallait passer. L'officier marche à l'attaque au galop, le sabre à la main. Malheureusement, un fil de fer ronce dissimulé dans l'avoine, vient rompre l'élan de la petite troupe. Les Allemands mettent à profit ce court arrêt pour fusiller à bout portant les cuirassiers. Le lieutenant et deux cavaliers ont leurs chevaux tués ; quatre cavaliers tombent frappés à mort ; deux sont grièvement blessés. Les survivants, furieux, se jettent sur leurs adversaires, et, au-dessus du fil de fer ronce les atteignent de leurs sabres. Le lieutenant allemand, tirant posément et avec précision, avait fait beaucoup de mal. Il rechargeait son arme quand un brigadier le frappe d'un coup de revers à la nuque. L'officier tombe, puis se relève, le revolver en main. Le brigadier l'atteint cette fois d'un coup de pointe et le tue net.

Les cavaliers français ont réussi à pénétrer dans le bois. Un deuxième officier allemand est tué d'un coup de pointe, pendant qu'un maréchal des logis resté arrêté devant la lisière, tire cinq coups de revolver sur les Allemands, qu'il ajuste très froidement et abat à chaque coup. Les Allemands se replient dans le bois, abandonnant leurs chevaux. Le peloton français se reforme alors, remplace les chevaux tués par des chevaux allemands et repart sans être inquiété, laissant quinze cadavres ennemis sur le terrain et ramenant ses deux blessés.

En Tripolitaine

Le consul Allemand de Tripoli a été arrêté l'autre jour pour excitation à la révolte des populations indigènes. Il a avoué nettement le but de ses manœuvres. L'Allemagne essayait délibérément de fomenter la guerre sainte contre les chrétiens.

Il est certain que la révolte des musulmans de l'Afrique du Nord aurait pu mettre les alliés dans l'embarras, et que les populations chrétiennes inoffensives femmes, vieillards, enfants, auraient été impitoyablement massacrés.

Des protestations officielles vont être faites appuyées sur ces aveux et sur les procès-verbaux de saisie d'armes qui, destinées aux révoltés, avaient été importées en Afrique par les Allemands.

Une Flotte américaine en Méditerranée

Dans les cercles politiques, on considère que les Etats-Unis se rapprochent chaque jour davantage de la Triple Entente. On déduit cette conclusion du fait que les Etats-Unis ont envoyé une flotte sur les côtes de Syrie et d'Asie Mineure pour protéger les chrétiens d'Orient.

L'esprit parisien

Il est interdit, depuis quelques jours, de crier les journaux dans les rues de Paris et nous avons dit que les camelots ont, pour attirer l'attention de l'acheteur, entouré leur casquette d'une bande portant le titre de la feuille qu'ils vendent.

Cette réclame silencieuse a paru insuffisante à un jeune camelot — douze ans environ — qui, pour se conformer aux exigences gouvernementales et ne pas nuire à ses intérêts commerciaux, criait, hier, non pas le résumé des nouvelles ni le titre du journal ; il se serait fait arrêter, mais ces simples mots :

« Regardez ma casquette ! »

Cette ingéniosité de gamin de Paris a eu le succès espéré : la vente a été bonne.

Paris aura bientôt le boulevard des Belges

M. Léopold Bellan a déposé au Conseil municipal une pétition tendant à donner le nom de boulevard des Belges à l'une des principales voies de la capitale, afin de rappeler toujours aux Parisiens l'héroïque défense de nos amis contre l'envahisseur.

Cette pétition a, dès à présent, recueilli plus de 40.000 signatures.

On ne boit plus d'alcool

La vente des spiritueux est prohibée pour toute la durée de la guerre à Pétrograde.

CHRONIQUE LOCALE

UNE SÉANCE HISTORIQUE

Le Conseil général du Lot s'est réuni lundi à Cahors.

La session n'a duré qu'une après-midi et c'était bien assez.

Dans les circonstances actuelles, alors que la vie économique, industrielle du pays est arrêtée, que les administrations sont encombrées de dossiers exigeant des solutions immédiates, que tous les Français ont les regards fixés sur la zone de feu, les discussions oiseuses, fastidieuses sur les questions de vicinalité, de péréquation d'impôt ou du budget étaient superflues.

C'est ce qu'en entrant en séance déclarèrent les membres du Conseil général.

Et la réunion toute cordiale, s'ouvrit par la réélection à l'unanimité du bureau. Et c'est au milieu de l'émotion qui étreignait notre Assemblée départementale, que M. Cocula, le vaillant président, prenant place au fauteuil que lui cédait le vénéré doyen M. Relhié, prononça le discours vibrant de patriotique confiance que nos lecteurs liront plus loin.

Et puis ce furent le vœu de confiance dans le Gouvernement, de reconnaissance à nos alliés, d'admiration pour nos armées, puis le discours de M. le Préfet du Lot qui soulevèrent les applaudissements de tous.

La séance était dès lors terminée ; les divers rapports relatifs aux affaires urgentes que comporte la situation furent approuvés ; de discussion il ne pouvait pas y en avoir.

Et l'Assemblée départementale se sépara ; silencieux, pénétrés de l'importante réunion qu'ils venaient de tenir, nos Conseillers généraux quittèrent la salle des séances pour regagner le poste où chacun à sa place fait son devoir.

Séance historique, dirons-nous ? Oui, car elle fit communier indistinctement tous les élus du département du Lot dans un même sentiment, dans un même but pour le Pays.

LOUIS BONNET.

L'APPEL

en faveur des émigrés Belges et du Nord de la France

Des lettres continuent à nous parvenir en réponse à notre appel ; d'autres, plus nombreuses, sont envoyées à la municipalité de Cahors.

Voici les dernières reçues par nous :

Reilhaguet, le 3 sept. 1914.

Monsieur le Directeur du « Journal du Lot » à Cahors.

Monsieur,

Je viens vous informer que je me mets à votre disposition pour recueillir en famille une femme, jeune fille ou garçon de réfugiés.

Je regrette vivement de ne pouvoir accepter qu'une seule personne.

Peut-être cet exemple sera-t-il contagieux dans la commune ? — Je l'espère.

Recevez, etc.

G. COUNORD,
instituteur.

NOTA. — Le cas échéant, on pourrait accepter une femme avec bébé, car on trouve assez de lait dans le pays.

⁂

Lauresses, le 5 septembre 1914,

Monsieur le Directeur,

Comme suite à l'appel de votre journal, je viens vous faire connaître que je suis disposé à recevoir chez moi une famille de 2 personnes, de préférence une femme et un enfant, ou 2 enfants. Les hommes seraient mieux placés dans les familles où on pourrait les occuper. La région manquant de main-d'œuvre, je crois qu'il serait possible de placer des réfugiés capables de seconder les familles dans leurs travaux agricoles (garde des troupeaux, ramassage des châtaignes, etc...) A cause de l'isolement de nos campagnes, il serait indispensable que toutes les personnes envoyées fussent de moralité non douteuse.

Mademoiselle l'institutrice se chargerait, je crois, de 2 fillettes.

Je suis à votre entière disposition pour vous seconder dans la limite de mes modestes moyens, dans l'œuvre humanitaire que vous entreprenez.

Je vous prie d'agréer, etc.

LARIGALDIE,
Instituteur à Lauresses par Latronquière (Lot.)

⁂

Béduer, 7 septembre 1914.

Monsieur le Directeur,

J'ai transmis à la dernière séance du conseil municipal votre appel éloquent en faveur de nos frères du Nord, victimes de la guerre. A l'unanimité il a été décidé que la commune de Béduer accepterait volontiers une douzaine de personnes qu'on répartirait chez les divers habitants.

Parmi elles une ou deux jeunes filles seraient certainement très bien reçues.

Veuillez agréer, etc.

BOUTARIC,
correspondant du « Journal du Lot » et secrétaire de la Mairie.

⁂

Une institutrice de l'arrondissement de Gourdon, qui ne veut pas être connue, nous écrit qu'elle se chargerait volontiers d'une jeune fille, d'un enfant ou d'une jeune femme.

D'autre part, Mme Lambœuf, de Cahors, met à la disposition des réfugiés deux petites maisons situées au bourg de Boissières, commune de St-Denis-Catus.

Enfin, hier, les conseillers généraux nous ont déclaré, pour la plupart, que leurs cantons recevraient tous les réfugiés qu'on leur enverrait.

⁂

C'est à la Préfecture du Lot que les demandes précises peuvent désormais être adressées.

NOTRE SOUSCRIPTION

en faveur des blessés et des réfugiés du Nord

Un comité départemental s'étant constitué, à Cahors, pour recueillir les dons en faveur des victimes de la guerre (blessés et réfugiés) notre souscription n'a plus de raison d'être.

C'est à ce comité que les dons doivent être adressés et nous versons aujourd'hui même les 243 fr. 10 recueillis par le Journal du Lot, *à M. le Préfet du Lot.*

⁂

Total des 3 listes.....	231	10
Reçu ce matin de M. le Dr Calmeilles, de Cazals...	10	»
Alphonse, grainetier à Cahors.....	2	»
	243	10

Un beau geste

Dans sa séance, le Conseil Général du Lot a voté un centime jusqu'à concurrence de 24.000 francs et à raison de 2.000 francs par mois en faveur des victimes de la guerre.

Mais pour que ce centime ne pèse pas sur les contribuables, il a été décidé que cet emprunt sera réalisé par « bons remboursables » en 20 ans.

Les membres du Conseil Général ont aussitôt souscrit cette somme.

Les contribuables n'auront donc rien à payer et les secours seront acquis aux victimes de la guerre résidant dans le Lot.

Le geste des Conseillers généraux sera hautement apprécié et applaudi par leurs mandants.

L. B.

Tué à l'ennemi

Nous apprenons avec la plus vive tristesse que notre jeune compatriote M. Louis Muxart, sous-lieutenant de chasseurs alpins, fils de l'ancien professeur du lycée Gambetta, a été tué au combat qui a eu lieu à Altkirch.

M. Louis Muxart était âgé de 27 ans.

Nous saluons ce vaillant soldat tombé à l'ennemi, et nous adressons à sa famille nos très vives sympathies.

Nécrologie

Nous apprenons la mort de M. Suquet, percepteur à Pézenas, décédé subitement lundi.

M. Suquet avait occupé pendant de nombreuses années le poste d'économe à l'Ecole Normale d'instituteurs du Lot et avait siégé pendant 6 ans comme membre du Conseil municipal de Cahors.

A la veuve, à la famille de M. Suquet qui comptait dans le Lot et dans notre ville de vives sympathies, nous adressons nos sincères condoléances.

Les parlementaires à l'armée

Avec les hommes mobilisés du 131e territorial, à Cahors, est arrivé M. André Faurie, député du Cambodge.

Conseil général du Lot

[Pour nos abonnés à l'édition trihebdomadaire, nous reproduisons ci-après le compte rendu de la séance d'hier].

Séance du 7 septembre 1914

La séance est ouverte à 2 heures 1/2 sous la présidence de M. Relhié, doyen d'âge, assisté de M. Faurie, secrétaire d'âge.

Etaient présents : MM. Relhié, Faurie, Mazières, de Monzie, Rey, Dupuy, Combarieu, Peyrichou, Boyer, Larnaudie, Bécays, Loubet, Laparra, Mage, Delpon, Murat, Laverdet, Cocula, Malvy, père, Fontanilles.

M. le Préfet assiste à la séance.

M. Relhié, président d'âge, ouvre la séance et invite le Conseil à procéder à l'élection du bureau.

M. de Monzie demande que le Conseil procède par acclamation au vote du bureau.

Le Conseil approuve la proposition de M. de Monzie.

M. Cocula prend place au fauteuil de la présidence et prononce l'allocution suivante :

Messieurs,

Votre bureau vous remercie du nouveau témoignage de confiance que vous venez de lui donner par acclamations. Il est profondément touché de ces marques de sympathies ; il continuera de faire tous ses efforts pour en rester digne.

Mes chers collègues, dès l'ouverture de nos travaux, notre pensée se dirige vers la frontière pour adresser un salut d'admiration aux vaillants et sublimes défenseurs de la Patrie, aux soldats dont l'héroïsme domine la mort elle-même ! Et ce salut d'admiration s'étendra à tous les Français au moment où, spectacle de magnifique grandeur, ils donnent un des plus beaux exemples de discipline et de foi patriotique qu'ait enregistrés l'histoire du monde !

L'atroce tuerie imposée par l'orgueilleuse Allemagne, dans cette lutte entre la Force et le Droit, continue inexorable ! Constatons avec fierté et orgueil qu'en face des hordes barbares de la Germanie se dressent autour de la France, incarnant le droit éternel, tous les peuples civilisés de l'Europe, suivis par la sympathie et les vœux de l'Univers entier. A ces peuples reviendra la part de gloire immortelle que l'histoire réserve aux défenseurs du Droit, de la Justice et de la Civilisation.

Confiance et persévérance ! La France régénérée sortira triomphante des épreuves surhumaines qu'elle traverse, car, ainsi que le disait naguère un éminent homme d'Etat, « un peuple ne peut pas mourir lorsqu'il porte en lui les plus grandes forces d'humanité ».

Chers collègues, au cours des heures tragiques que nous vivons, vous avez appris, non sans fierté légitime, le maintien de notre distingué collègue et ami, M. L.-J. Malvy, au poste d'honneur de Ministre de l'Intérieur du Gouvernement de la Défense nationale, poste élevé qu'occupa avec tant d'éclat, pendant l'Année Terrible, notre illustre compatriote Gambetta. Avec nos vives félicitations, j'adresse, en votre nom, à notre ami Malvy, nos plus chaleureux encouragements.

Il me reste à remercier le bureau d'âge du concours qu'il a bien voulu nous prêter, et à vous inviter à vous réunir immédiatement en commissions pour examiner les affaires qui sont soumises à nos délibérations.

Je crois que vous serez de mon avis qu'il y a lieu d'abréger la session en votant le budget sans discussion.

C'est d'une voix émue que le vaillant sénateur a prononcé son éloquente allocution qui a été accueillie par de vifs applaudissements.

M. Cocula donne lecture du vœu suivant déposé par M. de Monzie qui est voté au milieu des applaudissements.

Dans les circonstances douloureuses que traverse le pays et avec une foi inébranlable dans le succès final ;

Le Conseil Général du Lot exprime au Gouvernement de la Défense Nationale sa plus absolue confiance ;

Aux troupes alliées, sa reconnaissance émue ;

Et à notre Armée, son admiration pour le superbe élan dont elle fait preuve.

Il s'incline avec respect devant ceux qui, en tombant au champ d'honneur, assurent la grandeur et l'indépendance de la Patrie.

M. Malvy, au nom de la Commission des finances, propose de voter un centime pour venir en aide aux victimes de la guerre.

Cette proposition est adoptée.

M. le Préfet prend la parole et prononce le discours suivant :

MESSIEURS,

Je tiens à remercier le Conseil général de la triple manifestation qu'il vient de faire par la bouche de son Président, par le vote de son adresse et par le vote généreux de subsides en faveur des victimes de la guerre. Cela ne peut pas m'étonner de cette assemblée, qui a un passé patriotique, qui a ici un souvenir qui plane, par la grande image placée devant nous ; je conçois qu'il tienne à l'associer de la manière la plus étroite aux grands événements qui se produisent.

Le Conseil général ne peut pas oublier la manière sublime dont sont partis nos habitants : trois régiments ont quitté ce département avec le même élan, le même entrain, la même confiance en leurs droits et en la victoire qui devait les suivre. Nous avons ensuite vu partir deux bataillons, qui sont allés compléter nos régiments ; tous sont partis avec la même foi et la même ardeur.

Il nous reste, à nous, à les suivre de loin, avec le sentiment de tous les devoirs qui nous incombent, et nous en avons de très grands, car nous devons bien songer qu'ici chaque journée dans laquelle nous n'avons pas fait quelque chose est une journée perdue.

Nous devons leur donner le plus grand soutien par le calme avec lequel ils continueront la vie normale. Nous leur devons ensuite de donner aux leurs un soutien et de leur garder un pays où, vainqueurs, quelque épuisés qu'ils puissent être, ils pourront, en rentrant, retrouver la même vie paisible et riche, retrouver leur foyer dans l'état où ils l'avaient quitté.

Nous devons aussi, Messieurs, songer qu'il serait criminel qu'un seul d'entre nous pût, pendant cette grande période, avoir le moindre bien-être ou la moindre économie superflue. Il faut que tout ce dont nous pouvons disposer aille généreusement au grand but que l'on poursuit et pour lequel la fleur de notre jeunesse donne actuellement la chose la plus précieuse que nous ayons, non seulement leur vie, mais nos espérances.

Aussi, Messieurs, je demande à chacun de vous, dans vos régions, d'être en quelque sorte les organisateurs de la vie civile et les héros des victoires de demain. Il faut que nos populations sentent qu'elles peuvent avoir une absolue confiance dans notre armée.

Du reste, s'il en était qui aient le moindre doute, ils n'auraient qu'à voir nos blessés, ceux qui déjà ont payé de leur sang et qui sont impatients de retourner pour payer encore : il semble que leurs sacrifices sont insuffisants... Je serais désireux que beaucoup d'entre vous aillent les voir. Mais retenez qu'ils ne veulent aucune parole de consolation ou d'admiration ; ils ne veulent que des paroles de reconnaissance. Vous verrez avec quel sublime entrain ils sont prêts à reprendre leur tâche. Il faut donc qu'ici nous fassions la nôtre.

Je sais que le Département manifeste le meilleur exemple. S'il y en a, par hasard, quelques-uns qui aient douté, ils sont si rares et ils le font avec une telle prudence que, je dois le dire franchement, je n'ai pu les retrouver, car ils sentent que ceux qui auront douté du pays et de la victoire seront flétris et que, dans la démocratie de demain, triomphante de la pression germanique, libérant l'Europe, il n'y aura pas de place pour ceux qui auront oublié ce qu'ils devaient à la République et à la France (*Vifs applaudissements*).

J'espère que le sentiment puplic suffira à les contenir ; mais s'il y en avait qui s'oubliaient au point de ne pas penser qu'à l'heure actuelle on n'a qu'à parler de devoir et non pas de danger, je n'hésiterais pas à les châtier de manière exemplaire, quels qu'ils puissent être (*Très bien !*)

Maintenant, Messieurs, je dois vous dire que la situation du Département nous permet d'envisager avec le plus grand calme les événements, quelle qu'en soit la durée et quelles que soient les difficultés qu'ils présentent.

Tout d'abord, je vous dirai, au point de vue de mes services, que, dès aujourd'hui, j'ai les ressources de trésorerie nécessaires pour faire face à toutes les obligations de l'Etat pendant une durée très longue, et je tiens pour certain qu'au terme de la guerre je n'aurai pas épuisé les ressources qui sont mises, dès maintenant, à ma disposition.

La situation du pays est tout aussi heureuse. Nous avons fait de nombreux achats. J'ai donc la satisfaction de dire que je n'ai fait aucune réquisition : tout a été librement donné.

Nous avons, il est vrai, très largement payé, surpayé même, la plupart de ces produits ; mais sachez qu'il est entré dans le pays une somme telle qu'actuellement le numéraire disponible dans le Département du Lot est à peu près complet. Nous nous trouvons donc dans une période où les transactions économiques sont bien faibles et, malgré tout, il y a dans le Département un numéraire double de celui qui pourrait légitimement suffire aux périodes les plus actives.

Au point de vue des récoltes, il en est de même ; un phénomène de régression naturelle va se produire : la consommation sera beaucoup moins grande ; cependant, je tiens à vous annoncer que nous n'avons retiré des produits, par voie d'achats pour le compte de l'Intendance ou de l'Etat, que ce qui pouvait être légitimement considéré comme un excédent.

De telle sorte que le pays aura toujours très largement tout ce qu'il lui faut pour vivre.

Le grand problème, celui pour la solution duquel je demande votre concours à tous, est celui-ci : il y a une quantité de produits qui sont des produits plutôt de luxe, dont la vente va être difficile. Si nous ne réalisions pas ces ventes dans de bonnes conditions, il y aurait une chose qui serait extrêmement pénible, c'est un très large manque à gagner.

Peut-être y aurait-il pour le Département une perte de dix à douze millions. Par là, vous voyez quelles récoltes je vise, c'est, par exemple, celle des noix : nous ne pouvons pas consommer notre récolte de noix : cela représente quatre millions. Il en est de même pour la production des truffes : il faut que nous trouvions le moyen de sauver ces récoltes en cherchant de nouveaux débouchés.

Ils peuvent exister, d'abord, dans le commerce en France, ensuite, dans le commerce à l'étranger. Nous avons actuellement des comptes débiteurs avec l'Amérique pour les quantités de blés qui nous arrivent tous les jours et qui aideront forcément à rendre la vie facile, non pas dans le Département du Lot, mais dans les départements non producteurs ; eh bien, nous pouvons, là, avec un peu d'ingéniosité, trouver une compensation avec les produits qui nous arrivent.

Ensuite, il y a une partie de nos troupeaux, les moutons qu'à l'heure actuelle nous ne pouvons vendre à Paris et qui incontestablement va rester sur place : il faut lui trouver des débouchés. Il y en a une assez grande quantité, cela représente une vente nécessaire de près d'un million.

Nous pourrons peut-être conserver ces moutons pendant quelques mois, quoique la dépense de fourrage soit onéreuse ; mais vous savez tous que nous avons en ce moment, dans les campagnes, des produits qui s'avilissent, notamment les œufs, le fromage, qui sont surproduits dans le département, et la volaille.

J'ai déjà dirigé l'initiative de quelques commerçants du département qui, ceux-là, ont autant d'habileté que de compétence vers les régions circonvoisines, et ils sont allés jusque dans le Languedoc chercher des débouchés. Il faut, Messieurs, que chacun de vous s'occupe de cela et s'efforce de donner à l'administration les conseils nécessaires pour qu'elle poursuive tout son devoir.

Sachez-le, Messieurs, nous aurons supporté, sans trop de sacrifices, cette période difficile et il ne nous en restera que le soulagement de la victoire finale et une éternelle reconnaissance pour ceux, Français, Belges et Anglais, qui auront, en supportant le premier choc, payé la dette à un taux auquel nous ne pourrons jamais, nous autres, arriver (*Vifs applaudissements*).

L'éloquent discours de M. le Préfet a été vigoureusement applaudi.

M. de Monzie demande que le Préfet prenne des mesures contre les individus qui, dans les circonstances actuelles, se feraient « surpayer » les denrées.

Ces individus ne sont dignes d'aucun intérêt.

La séance est suspendue à 3 heures 1/2 pour permettre au Conseil général de se réunir dans les Commissions.

⁂

La séance est reprise à 5 heures.

M. Larnaudie dit que la Commission des finances a examiné le budget et elle propose d'accepter dans son ensemble le projet déposé par le Préfet.

Néanmoins, M. le Préfet voudra bien réserver certains articles du budget des dépenses.

M. le Préfet dit qu'il approuve la décision de la Commission des finances.

Les rapports supplémentaires sont ajournés en avril.

La Commission vote 1 centime à réaliser auprès des particuliers à concurrence d'une somme de 24.000 fr. pour secours aux victimes de la guerre.

Adopté.

Le Conseil s'occupe de la question du répartement de l'impôt.

La Commission des finances n'a pas cru devoir prendre une décision à ce sujet, car cette question a été longuement discutée à la session précédente.

Elle invite le Conseil à statuer sans discussion.

Mais M. Rey proteste et demande la parole pour exposer le projet dont il demande le vote.

Le Conseil décide que l'application du projet de la péréquation sera immédiate le 1er janvier 1915.

M. Rey propose d'approuver momentanément le projet du programme vicinal de construction en 1915 et le projet du programme de création en 1916.

Acte du dépôt de divers rapports est donné.

M. l'Ingénieur en chef est autorisé à prendre les ressources pour régler les salaires, 0,25 centimes par jour, des prisonniers allemands qui seront occupés à des travaux de vicinalité dans le Lot.

M. Delpon propose d'adopter le taux des prestations pour 1915 comme en 1914.

Adopté.

M. Boyer propose l'élargissement du chemin vicinal dans la traverse de Gagnac.

Adopté .

M. Murat donne communication de divers rapports relatifs aux travaux publics.

Adopté.

Il propose de donner avis favorable à la demande de changement de foire formée par la commune de Montcabrier.

Adopté.

Le prix de la journée de travail est maintenu au taux de l'année dernière.

M. Malvy propose un avis favorable à la demande de la commune de Souillaguet, qui voudrait que cette commune s'appelât à l'avenir St-Cirq-Souillaguet.

M. Mazières propose de nommer MM. Relhié, Larnaudie et Constant membres de la Commission d'agriculture.

Le Conseil renouvelle leur mandat aux membres des diverses Commissions.

L'ordre du jour est épuisé.

La session est close.

Dans les P. T. T.

La Fédération Nationale des Agents, Sous-Agents et Ouvriers des P. T. T. a décidé d'organiser une souscription dans tout le personnel pour venir en aide à tous ceux que la guerre plonge dans la misère. Cette manifestation de solidarité, réalise le vœu de tous les postiers.

Le minimum des versements réclamés à tous les membres de la Fédération est fixé à 2 francs par mois.

Inutile de dire que les Agents, Sous-Agents et Ouvriers des P. T. T. de Cahors ont répondu aussitôt à l'appel de la Fédération.

Le propriétaire-gérant :
A. COUESLANT.

Dernière Heure

TÉLÉGRAMMES OFFICIELS

Bordeaux, 8 septembre, 0 h. 30

Sur le Front

1. A notre aile gauche, les armées alliées ont progressé, sans que l'ennemi s'y soit énergiquement opposé.

2. Sur notre centre (région de Verdun), alternatives d'avance et de recul ; situation inchangée. A droite (Vosges), quelques succès partiels.

3. A Paris, les éléments de la défense avancée ont livré, dans le voisinage de l'Ourcq, des combats dont l'issue a été favorable.

⁂

La défense de Maubeuge

4. Le ministre de la guerre a adressé au gouverneur de Maubeuge la dépêche suivante :

« Au nom du gouvernement de la République et du pays tout entier, j'envoie aux héroïques défenseurs de Maubeuge et à sa vaillante population l'expression de ma profonde admiration. Je sais que vous ne reculerez devant rien pour prolonger la résistance jusqu'à l'heure, que j'espère prochaine, de votre délivrance. »

D'autre part, le commandant en chef a cité à l'ordre des armées le gouverneur de Maubeuge pour sa belle défense.

⁂

Bordeaux, 5 h. 30 soir.

Succès des alliés sur tout le front

A l'aile gauche, les armées alliées, y compris les éléments de la défense avancée de Paris sont en progression continue depuis les rives de l'Ourcq jusque dans la région de Montmirail.

L'ennemi se replie dans la direction de la Marne entre Meaux et Cézannes.

Les troupes franco-anglaises ont fait de nombreux prisonniers dont un bataillon d'infanterie, une compagnie de mitrailleuses et de nombreux caissons.

— A notre centre de violents combats se sont livrés entre Fère-Champenoise, Vitry-le-François et la pointe sud de l'Argonne.

Nous n'avons été refoulés nulle part et l'ennemi a perdu du terrain aux abords de Vitry-le-François où un mouvement de repli de sa part a été nettement constaté.

A notre droite, une division allemande a attaqué sur l'axe Château-Salins, Nancy, mais elle a été repoussée au nord de la forêt de Champenou.

D'autre part, plus à l'Est nos troupes ont repris la crête de Saint-Mandray et le col des Journaux.

Pas de modifications à la situation de l'Alsace.

⁂

Théâtre d'opérations Austro-Russes

En Galicie, l'offensive russe contre les Autrichiens se continue avec succès.

Malgré ses tourelles à coupoles cuirassées et ses trois lignes de fortifications, Nicolaiew au sud de Lemberg, a été pris par l'armée russe qui a capturé 40 canons et une grande quantité de munitions. Les Autrichiens se replient en abandonnant un nombre considérable de canons, de trains et de prisonniers.

La cavalerie russe est déjà sur les crêtes des Karpathes.

La deuxième armée autrichienne opérant dans la région de Lublin a été fortement éprouvée à l'ouest de Krasnostowopol.

Un régiment d'infanterie autrichienne, le 45e s'est rendu en entier.

Faites vos achats
CONFIEZ LA PRÉPARATION
DE VOS ORDONNANCES
A LA
Grande Pharmacie
DE LA
Croix-Rouge
EN FACE LE THÉATRE
CAHORS